



COMMUNIQUÉ
Paris, le 13/04/2026

CRISE CARBURANTS : L'ALLEMAGNE AGIT, LA FRANCE TAXE ! « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES » DEMANDE LA SUPPRESSION DES CEE.

Alors que les prix des carburants restent à des niveaux élevés sous l'effet des tensions internationales, l'Allemagne fait le choix d'agir pour protéger ses citoyens et son économie. Le chancelier Friedrich Merz a ainsi annoncé une baisse temporaire des taxes sur l'essence et le diesel d'environ 17 centimes par litre pendant deux mois.

Pendant ce temps, en France, le Gouvernement reste immobile. L'association « 40 millions d'automobilistes » dénonce une nouvelle fois cette inertie et appelle à une baisse immédiate de la fiscalité sur les carburants, à commencer par la suppression des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE), qui pèsent aujourd'hui près de 18 centimes par litre à la pompe, soit l'équivalent de la baisse annoncée par l'Allemagne.

L'exemple allemand : protéger le pouvoir d'achat pour soutenir la croissance

En décidant de réduire significativement les taxes sur les carburants, l'Allemagne envoie un signal clair : la mobilité est un pilier de l'économie, et il est impératif de la préserver.

Pour le gouvernement allemand, maintenir une pression fiscale élevée dans un contexte de hausse des prix aurait des conséquences directes sur la consommation, l'activité économique et, au final, sur la croissance du pays.

Un raisonnement que l'association « 40 millions d'automobilistes » partage depuis le début de la crise.

« Nos voisins allemands ont compris qu'étrangler les automobilistes revient à freiner toute l'économie. En France, on fait exactement l'inverse : on laisse les prix grimper et on continue de taxer toujours plus. », déplore Philippe NOZIÈRE, Président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

« En supprimant les CEE, on passe de l'asphyxie à l'apnée »

En France, les automobilistes subissent de plein fouet une fiscalité parmi les plus lourdes d'Europe. Les Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) constituent une charge supplémentaire, invisible pour beaucoup mais bien réelle au moment de faire le plein. Aujourd'hui ce dispositif représente près de 18 centimes par litre de carburant.

Pour l'association, il s'agit d'une aberration économique et sociale. Car au-delà de son impact direct sur le pouvoir d'achat, cette taxe pèse également sur l'ensemble de l'économie française en freinant la consommation et donc l'économie du pays tout entier.

« Les CEE sont payés par tous les Français qui font le plein et qui n'ont souvent pas d'alternatives à la voiture. Supprimer ces 18 centimes, c'est déjà permettre à des millions de ménages de respirer

un peu. En supprimant les CEE, on passe de l'asphyxie à l'apnée. Il est temps que le Gouvernement français comprenne que la fiscalité sur les carburants est devenue contre-productive. », insiste Pierre CHASSERAY, Délégué général de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Carburants et ZFE : la double peine continue

Pour l'association, cette situation est d'autant plus inacceptable qu'elle s'inscrit dans un contexte plus large de restrictions croissantes visant les automobilistes. Après avoir été lourdement taxés à la pompe, les Français pourraient être empêchés de circuler dans de nombreuses agglomérations avec la généralisation des Zones à Faibles Émissions (ZFE).

Autrement dit : non seulement on rend la mobilité toujours plus chère, mais on s'apprête aussi à la restreindre.

« Les Français subissent une double peine : ils paient toujours plus cher pour rouler, et demain, on pourrait leur interdire de le faire. Cette politique est totalement incohérente et profondément injuste. », conclut Pierre CHASSERAY.

« 40 millions d'automobilistes » appelle donc le Gouvernement à prendre exemple sur ses voisins européens et à engager sans délai une baisse de la fiscalité sur les carburants.

 www.40millionsdautomobilistes.com

 @40MA - 40 Millions d'Automobilistes
@PChasseray - Délégué Général

 @40millionsdautomobilistes51

➔ **À propos de "40 millions d'automobilistes"** : "40 millions d'automobilistes" est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver ce facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.